

LOJA : ESQUISSE D'UNE HISTOIRE DES FORMES DE CONTROLE D'UN ESPACE RÉGIONAL⁽¹⁾

Emmanuel FAUROUX

Économiste et Sociologue, O.R.S.T.O.M., 24, rue Bayard, 75008 Paris

RÉSUMÉ

Au cours de l'époque coloniale, dans une région très isolée, à l'extrême-sud de l'Équateur, une oligarchie foncière, disposant d'un quasi-monopole des bonnes terres, a pu développer un système de pouvoir local très complet. Avec la Révolution Libérale, dans les dernières années du XIX^e siècle, le pouvoir central cherche à s'affirmer et dans sa tentative de contrôler effectivement l'ensemble du territoire national il se heurte de front à l'oligarchie locale lojane.

Les dynamiques sociales nées des transformations de l'économie et de l'État équatorien ont profondément remanié les conditions de la vie politique et sociale locale, notamment en favorisant l'avènement d'une puissante classe moyenne.

Les profonds bouleversements de la décade 65-75 (Réforme Agraire, sécheresses, croissance accélérée de la ville de Loja...) ont conduit à l'éclatement de l'espace régional qui se scinde en systèmes sociaux de production fortement contrastés et en sens inverse, à une certaine polarisation autour des fonctions administrative et politique de la ville de Loja. Dans ce nouveau contexte, le pouvoir n'appartient plus à un groupe social homogène, mais à une série de groupes de pression dont les acteurs principaux sont, pour la plupart, les héritiers directs de l'ancienne oligarchie.

MOTS-CLÉS : Pouvoir régional — Pouvoir local — Oligarchie foncière — Contrôle politique d'un espace régional — Pouvoir central et contrôle d'une région périphérique.

ABSTRACT

LOJA : A HISTORICAL OUTLINE OF THE TYPES OF CONTROL EXERTED ON A REGION

During the colonial period, in a very remote region situated in the far southern part of Ecuador, a land oligarchy which owned almost all the fertile soils could set up a very complete local power. The central power took advantage

(1) Cet article a été rédigé sur la base de travaux de terrain effectués à Loja (Équateur) de septembre 1981 à juin 1983, dans le cadre de la convention 1247-01-Pg du 22 juillet 1981 liant l'Institut Français d'Études Andines (Ambassade de France, Casilla 4642 A, Quito, Équateur) et l'O.R.S.T.O.M. Il a déjà fait l'objet d'une publication dans le *Bulletin de l'IFEA*, tome XIII, nos 1-2, 1984.

Le Comité de rédaction des Sciences Sociales de l'O.R.S.T.O.M. remercie M. J.-P. DELER, Directeur de l'IFEA, qui a bien voulu autoriser cette double publication.

of the Liberal Revolution in the late XIXth century in order to assert its authority and it came up against the local oligarchy in attempting to control the whole territory.

The social dynamics resulting from the transformations suffered by the economy and the Ecuadorian state brought about considerable changes in the local political and social life, mainly in the form of a new powerful middle class.

The considerable changes which occurred in the 1965-1975 period (Agrarian Reform, drought, rapid growth of the town of Loja) led to the division of the region into very different social systems of production and on the contrary, to a concentration around the administrative and political powers of the town of Loja. Under these conditions, power was no longer held by an homogeneous social group but by several pressure groups whose main members most often came from to the old oligarchy.

KEY WORDS : Regional power — Local power — Land oligarchy — Political control of a region — Central power — Control of an outlying region.

L'isolement, l'éloignement et la situation frontalière de la région de Loja, à l'extrême sud de l'Équateur, ont permis que certains phénomènes sociaux s'y développent avec une intensité et une pureté que l'on retrouve rarement ailleurs. C'est ainsi que, au cours de l'époque coloniale, Loja a vu apparaître et s'épanouir une caste noble, qui s'est peu à peu constituée en oligarchie foncière. Cette classe dominante de grands propriétaires a su profiter des particularités géographiques de la région de Loja pour bâtir un système de pouvoir qui est probablement, dans l'Équateur Andin, le plus représentatif du pouvoir absolu d'une classe foncière

Grâce à notre participation au projet IFEA-Loja (1), nous avons pu effectuer une première approche des conditions de fonctionnement de ce pouvoir, d'abord incontesté — pendant presque tout le XIX^e siècle —, ensuite directement mis en cause par un pouvoir central issu de la révolution libérale et désireux d'assurer son contrôle effectif sur l'ensemble du territoire national. Cet affrontement et la crise profonde subie par l'oligarchie foncière, notamment à la suite d'une application relativement radicale de la Réforme Agraire, ont conduit à une profonde restructuration de l'espace social régional, dont le contrôle s'opère désormais de façon beaucoup plus complexe que par le passé.

Le contrôle de l'oligarchie foncière sur l'espace régional de Loja dans la situation traditionnelle (2)

LA GENÈSE DU POUVOIR LOCAL DE L'OLIGARCHIE FONCIÈRE

Le peuplement de la région de Loja s'est effectué dans des conditions sensiblement différentes de celui des autres régions de l'Équateur andin. La population indigène y était particulièrement peu dense, avec des racines communautaires fragilisées, dès les temps pré-hispaniques, par une conquête Inca plus ancienne et, probablement, plus brutale qu'ailleurs. La population blanche y était plus nombreuse, principalement composée de petits agriculteurs — classe dont on trouve peu d'exemples dans le reste du pays — et d'une caste noble dominant sans partage l'ensemble du corps social.

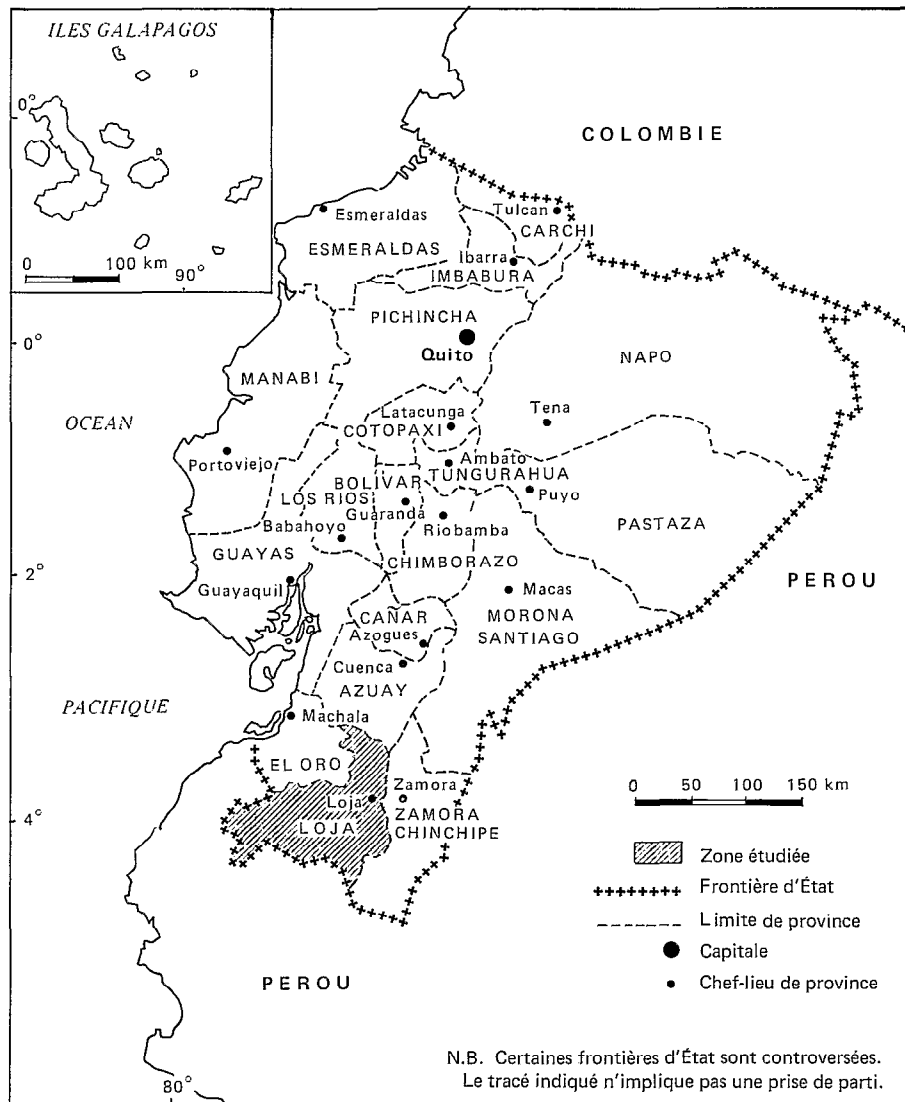
La noblesse lojane avait pour origine, comme ailleurs, des « encomenderos » directement issus des « conquistadores » du XVI^e siècle, qui n'étaient pas tous de haute lignée, et de hauts fonctionnaires de la Couronne, pour la plupart issus de la haute noblesse métropolitaine.

Plus qu'ailleurs, ces personnages, venus à Loja ou à Zaruma (3) au hasard de leurs affectations officielles y firent souche, renonçant à quitter la région au terme de leur mandat, sans doute parce

(1) Le projet IFEA-Loja visait à étudier les modalités historiques de l'occupation de l'espace dans les Andes Australes. Plusieurs chercheurs se sont succédé au sein de cette équipe entre 1980 et 1983 dont 3 géographes, 1 historien, une ethno-historienne et l'auteur de ces lignes, sociologue du groupe, entre septembre 1981 et novembre 1982.

(2) Nous considérons ici comme « traditionnelle » la situation socio-politique antérieure à la Révolution Libérale de 1895.

(3) Ville minière située à un peu moins de 100 kilomètres au nord-ouest de Loja et dont l'importance fut réelle aux XVII^e et XVIII^e siècles.



Équateur. Divisions administratives

qu'il y existait d'importantes possibilités d'enrichissement, avec les mines de Zaruma d'abord, la *cascarilla* (1) et l'élevage ensuite, et — surtout — avec l'absence de tout contrôle réel émanant de l'administration centrale de l'Audience de Quito. Cette noblesse, fière de ses origines et rapidement enrichie était suffisamment nombreuse pour se

constituer en isolat matrimonial, suffisamment puissante, économiquement, pour se créer des clientèles capables de lui assurer un réel contrôle politique de la région. Elle détenait donc tous les éléments constitutifs d'une véritable caste, capable d'assurer durablement la reproduction de son propre statut. Une nombreuse population blanche non-noble

(1) « Cinchona sp. », arbre dont l'écorce permet d'obtenir la quinine et dont les propriétés furent découvertes, dans la région de Loja, aux débuts du XVII^e siècle.

constituait la strate sociale immédiatement inférieure. Il s'agissait de fonctionnaires subalternes, d'aventuriers et de colons dont certains avaient tenté leur chance, sans succès, dans les villes minières de la proche Amazonie, détruites à la fin du xvi^e siècle par le soulèvement Jivaro. Il y avait aussi des blancs créoles, d'extraction modeste, attirés par l'aspect pionnier de la zone et, peut-être aussi, par la faiblesse des contrôles qui s'y exerçaient. Ils n'étaient pas admis par la noblesse et ne s'allièrent que de façon très exceptionnelle avec des membres de la chefferie indigène.

Cette population indigène — on commence à l'entrevoir — était, dans la région de Loja, particulièrement hétérogène et dotée de statuts très divers. Le vieux fonds autochtone Palta avait été presque entièrement éradiqué lors de la conquête Inca : ceux qui avaient échappé aux massacres, s'étaient enfuis vers la forêt amazonienne dont ils étaient originaires. Les groupes les plus homogènes étaient constitués par des *mitimaes*, transplantés par les conquérants pour assurer le peuplement des régions désertées. Les Saraguros, du nord de la province, en constituent le meilleur exemple. Mais la plupart des communautés locales s'étaient, en fait constituées par la juxtaposition, sur un même terroir, d'indigènes d'origines géographiques diverses, venus dans la région pour y accomplir la *mita* (1) et qui avaient choisi de se fixer sur place. Les *peinadillos* (2) étaient aussi particulièrement nombreux dans la zone. Venus d'ailleurs, ils ne s'étaient pas encore intégrés dans une communauté locale et bénéficiaient généralement d'un statut spécial qui leur permettait d'exercer des professions artisanales.

Ainsi, à quelques exceptions près (dont font partie les Saraguros), les populations indigènes de Loja différaient très sensiblement de celles implantées plus au nord. Beaucoup moins enracinées dans leurs terroirs, elles ne disposaient que d'une organisation communautaire peu cohérente et occupaient l'espace de façon beaucoup plus lâche que partout ailleurs dans la Sierra de l'Équateur.

Les puissants de la région n'ont pas, d'emblée, manifesté un grand intérêt pour la terre : la rareté de la main-d'œuvre et l'absence de débouchés commerciaux proches n'incitaient pas à rechercher dans la terre des spéculations avantageuses : les

Encomenderos se contentèrent longtemps de prélèvements relativement modestes sur l'économie indigène.

C'est l'Église qui, sous diverses formes (3), s'est, la première dans la région, constituée en puissance foncière. L'oligarchie lojane n'a commencé à s'intéresser à la terre — et de façon relativement modeste — qu'à partir, sans doute, de la fin du xvii^e siècle, essentiellement à des fins pastorales. Le plus souvent d'ailleurs, les terres étaient seulement louées aux communautés indigènes. Ce n'est qu'au xviii^e siècle, avec l'ouverture véritable du marché nord péruvien pour le bétail lojan que la valeur de la terre augmenta enfin de façon spectaculaire. On vit alors se développer diverses techniques et procédures permettant l'expropriation massive des communautés indigènes (4). L'oligarchie lojane n'acquiesça définitivement son statut foncier qu'après 1767, lorsque l'expulsion des Jésuites lui permit, enfin, de s'approprier les plus belles haciendas de la région, les plus productives et les seules gérées de façon réellement rationnelle.

Alors seulement se mit en place, en quelques années, le système original de contrôle de l'espace régional qui devait fonctionner, presque inchangé, jusqu'à la première moitié du xx^e siècle.

LE CONTRÔLE DE L'ESPACE RÉGIONAL PAR L'OLIGARCHIE FONCIÈRE

La faible densité démographique et la faible cohésion des communautés indigènes locales ont permis au monopole foncier de l'oligarchie de se développer, à Loja, beaucoup plus complètement qu'ailleurs en Équateur.

La configuration géographique de la province de Loja est très particulière. On l'a souvent comparée à un papier froissé (*papel arrugado*). Les communications internes y sont particulièrement difficiles et avant que ne se généralisent les moyens modernes de transport, beaucoup de micro-unités géographiques connaissaient une situation d'isolement quasi-total. Par ailleurs, l'ensemble de la région de Loja demeurait très mal relié au reste du pays : les chemins muletiers à destination de Cuenca présentaient de graves dangers plusieurs mois par an ; vers l'Ouest, jusqu'à la seconde moitié du xix^e siècle, on ne pouvait guère dépasser Piñas et Zaruma sans entreprendre des expéditions aventureuses ; vers le Sud-

(1) Prestation obligatoire en travail par services, en principe rotatifs, imposée à l'époque coloniale à tous les indigènes de 18 à 50 ans. Le plus souvent grâce à un système d'endettement, la « mita » se transformait en prestation permanente.

(2) Terme qui apparaît dans les « Relaciones Geográficas de Indias » pour désigner des indigènes non astreints à une résidence fixe (cf. « RGI », vol. III, 14, 15).

(3) L'institution des *Cofradías* fut la plus utilisée de ces formes. Elle permettait de soustraire une partie du terroir communautaire au profit d'une Confrérie dont le contrôle réel était exercé par le clergé.

(4) Voir H. GALLARDO M., « Paltas, Incas, Viracochas », Loja, 1964 : 145-184.

Est, seule la vallée du Catamayo constituait une voie de communication naturelle relativement aisée, mais elle conduisait vers Piura, Sullana et le nord du Pérou.

Dans ces conditions, le pouvoir de Quito n'intervenait pas dans la région de Loja. Il ne pouvait le faire, mais ne le souhaitait pas non plus : après l'Indépendance, et jusqu'à la Révolution Libérale, l'État était avant tout, *gamonal* (1); il était l'émanation des grands propriétaires fonciers, servait leurs intérêts, et s'en remettait à eux pour assurer l'autorité au niveau local. Le *terrateniente* était alors l'agent local naturel du pouvoir central.

Ainsi, chaque micro-unité géographique, chaque pli du papier froissé, eut tendance à se constituer peu à peu en véritable unité socio-politique réellement autonome, à l'abri de tout contrôle sérieux. Le *latifundio*, ou un ensemble homogène de *latifundios*, structurait la micro-unité. Le propriétaire en était le maître incontesté, il appartenait à peu près toujours, dans la situation traditionnelle, à l'oligarchie lojane. Comme il existait entre ces membres de l'oligarchie de complexes réseaux de parenté et d'alliance, la plupart des propriétaires se trouvaient unis entre eux par des rapports complexes, parfois conflictuels, mais toujours solidaires lorsqu'il s'agissait de faire respecter la situation de la zone. Dans ses limites s'effectuait l'essentiel de la production commercialisée. Surtout, il existait une coïncidence à peu près totale entre la pyramide du pouvoir du *latifundio*, de la hacienda, et la pyramide socio-politique de toute la micro-région. L'autorité de l'appareil de direction de la *hacienda* s'étendait aux communautés « indépendantes » de la zone, et son appareil de répression (contre-maîtres, prisons de *haciendas*...) pouvait être utilisé à la répression de délits survenus hors de ses limites.

L'isolement de ces micro-unités de pouvoir était tempéré par le fait qu'elles étaient contrôlées, en réalité, par un petit nombre de familles nobles de Loja. Chaque famille détenait plusieurs *latifundios*, assez largement dispersés dans la région. Mais les luttes de pouvoir, les stratégies d'alliance, les négociations se déroulaient à Loja, où résidaient la plus grande partie de l'année les grands propriétaires fonciers. De sorte que, dans la pratique, la plupart des micro-unités politiques, malgré une apparence de grande autonomie, avaient leur centre nerveux dans la ville de Loja.

Le système de contrôle de l'espace, dans ces conditions, n'avait rien de rationnel ou d'homogène.

C'était, tout d'abord, un système très fluctuant. Les hasards des héritages, des mariages, des ventes, pouvaient faire changer fréquemment de mains le pouvoir exercé sur une micro-unité. L'intensité du contrôle, elle-même, changeait fortement selon la personnalité de celui qui l'exerçait. Un propriétaire pouvait être très présent sur son domaine, exercer directement une autorité énergique, alors qu'un autre, absentéiste, s'en remettait à ses représentants ou laissait se développer — sans s'y opposer — des contre-pouvoirs locaux. En définitive, l'intérêt local n'était pas pris en compte en tant que tel : seul comptait l'intérêt de l'exploitation, de la hacienda.

On ne tentait pas réellement d'agir sur l'espace selon un plan d'ensemble qui aurait pu profiter à toute la collectivité. Les seuls axes de cohérence spatiale apparaissaient dans des cas très particuliers, par exemple lorsqu'une même famille, ou une famille et ses alliés, se trouvait à la tête de plusieurs micro-unités. Ce fut le cas, entre autres, des fameux « États-Unis » de Galvas appartenant à la famille Eguiguren, ou de certains sous-ensembles répartis sur plusieurs cantons et appartenant depuis plusieurs générations à la famille Burneo. Dans ces cas seulement, il devenait possible d'établir des stratégies d'ensemble visant à maximiser la production globale de toutes les haciendas dépendant de la même direction, en créant, par exemple, un réseau de chemins pour unir les diverses exploitations.

Mais ce contrôle exercé sur l'espace à travers le *latifundio* n'est jamais parvenu à couvrir l'ensemble de l'espace régional. Malgré leur étendue souvent considérable, les grands domaines ont souvent laissé, entre eux, des vides non négligeables. Il s'agissait parfois de communautés anciennes — telle la fameuse commune de Collana-Catacocha — qui avaient su préserver des parts importantes de leur antique territoire; parfois de villages qui s'étaient créés de vive force aux dépens d'un *latifundio* voisin, comme ce fut le cas pour Vilcabamba qui fut fondé en 1779 aux dépens de la hacienda *El Hatillo*, celle-ci ayant quelques décennies auparavant usurpé des terres communales. Enfin — et surtout — on voit apparaître assez tôt une moyenne et grande propriété non-oligarchique qui allait servir de base, au niveau des bourgs les plus importants, tels Saraguro, Celica ou Catacocha, à des formes de structuration sociale qui échappaient très largement au contrôle de l'oligarchie.

Il convient enfin de souligner que le rayon contrôlé

(1) Propriétaire de grand domaine ; l'expression contient une connotation péjorative qui en fait presque le synonyme de tyran local.

par l'oligarchie foncière, autour de Loja, n'était probablement pas aussi étendu qu'on le croit généralement. Cette limite ne devait d'ailleurs cesser de se resserrer au cours du XIX^e siècle. Très grossièrement, l'espace contrôlé par la noblesse lojane avait pour limite nord le secteur de Saraguro, au nord-ouest la région de Piñas et Zaruma, consacrée à la production de café, au sud, la frontière avec le Pérou et, à l'est, à une trentaine de kilomètres de Loja, la forêt amazonienne (1). En définitive, le véritable domaine du pouvoir Lojan s'étendait surtout à l'ouest de la ville — en direction de Catacocha, Celica, Alamor et Pindal —, au sud proche — vers Vilcabamba, Cariamanga et Amaluza —, au sud-ouest — Sabiango, Sozoranga, Macara —, c'est-à-dire à peu de choses près l'actuelle province de Loja moins le canton Saraguro et certaines paroisses de la zone caféière. Le contrôle était, enfin, beaucoup moins assuré au fur et à mesure que l'on s'éloignait de Loja. Les contre-pouvoirs, par exemple, étaient beaucoup plus importants à Macara qu'à Vilcabamba ou Malacatos.

LA REPRODUCTION DU POUVOIR DE L'OLIGARCHIE SUR SON ESPACE RÉGIONAL

Dans la situation « traditionnelle », la continuité du contrôle exercé par l'oligarchie sur son espace régional était solidement garantie par l'Église et par l'État, aussi bien sur le territoire de l'actuel Équateur que, probablement, dans toute l'Amérique espagnole. Cette double garantie était, à Loja, encore plus nette qu'ailleurs. L'État *gamonal*, nous l'avons vu, y était particulièrement absent et, plus nettement encore qu'ailleurs, il s'en remettait à l'appareil de pouvoir des *terratenientes* pour assurer sa présence dans les paroisses éloignées. Le *Teniente Politico*, personnage-clé de l'administration locale, était avant tout un agent des propriétaires fonciers. Il était d'ailleurs choisi, en accord avec le clergé local, pour son dévouement à leur cause.

Mais c'est sans doute l'Église qui constituait l'allié le plus puissant de l'oligarchie foncière, beaucoup plus efficace et inconditionnelle dans son appui, à Loja qu'ailleurs. Les raisons qui expliquent la force particulière, à Loja, de la symbiose entre Église et noblesse ne sont pas entièrement claires; on peut cependant en proposer quelques-unes. D'abord, le haut-clergé lojan était entièrement

recruté dans l'oligarchie locale, alors qu'il existait probablement plus de mobilité géographique dans d'autres régions, d'accès plus facile. Ensuite, il semble bien que le clergé de la région ait plus nettement qu'ailleurs acquis un statut foncier. L'expulsion des Jésuites n'a touché ni les autres ordres religieux, ni les membres du clergé séculier et l'Église devait rester, jusqu'à une époque très récente, le principal propriétaire foncier de la province.

L'importance de l'Église était décisive dans la reproduction du système, puisqu'elle contrôlait, pratiquement sans partage, la totalité du message idéologique. L'enseignement et les sermons dominicaux constituaient des instruments massivement efficaces pour faire accepter, dans les consciences, un système ainsi présenté comme le résultat de la volonté divine.

D'ailleurs, dans la situation « traditionnelle », aucun contre-pouvoir cohérent ne venait réellement contester le système de domination.

Le monde paysan demeurait totalement inorganisé. Les communes indigènes, peu homogènes dès les origines, subirent dans toute sa force l'impact du système de *hacienda*, de sorte que, au XIX^e siècle les rapports communautaires ne fonctionnaient plus, dans l'ensemble, que de façon très imparfaite. Les valeurs culturelles indigènes étaient d'ailleurs en très fort déclin et la province de Loja, avec le Carchi, est l'une des régions de l'Équateur où les processus d'acculturation ont été les plus puissants.

La structuration sociale la plus solide, au XIX^e siècle, était encore constituée par la *hacienda*. Ce sont les rapports de production dans la *hacienda* qui définissaient les rôles et les statuts sociaux. Il n'existait pas de structuration horizontale qui aurait pu faire apparaître de liens, une unité, entre différentes communautés locales. Ce degré extrême d'inorganisation explique probablement en partie que l'exploitation du paysannat indigène ait pu atteindre à Loja un degré exceptionnel, sans que l'on ait débouché, comme ailleurs dans la Sierra, sur des soulèvements ou des jacqueries.

Les « petits » blancs étaient, plus souvent que les indigènes, indépendants de la structure de *hacienda*, car on trouvait parmi eux quelques petits et moyens propriétaires. L'auto-suffisance de leur exploitation leur permettait de vivre dans des conditions d'atomisation sociale, qui ne connaissaient même pas

(1) Le pays Saraguro ne comptait pas de grandes *haciendas* et était caractérisé par un système social de production de type communautaire, courant dans le reste de la Sierra, mais rare dans le reste de la province. La zone caféière reposait plutôt sur de petites exploitations contrôlées au niveau de la commercialisation par des riches commerçants prêteurs-usuriers. La frontière avec le Pérou restait le domaine de prédilection des *bandoleros*, bandits de grands chemins, profitant des vastes étendues inhospitalières et désertes pour se mettre à l'abri des poursuites policières.

l'influence unificatrice qu'exerce le village, car l'habitat demeurait, dans la région de Loja, extrêmement dispersé. Dans les bourgs, cependant, se regroupaient les notables ruraux, *gamonales de pueblo* (1), commerçants, collecteurs de produits agricoles, acheteurs de bétail, petits et moyens propriétaires fonciers relativement aisés... Dans le fond, leurs intérêts entraient en contradiction avec ceux de l'oligarchie. Ils s'appuyaient cependant sans équivoque sur l'appareil de domination contrôlé par celle-ci, pour asseoir et faire respecter leur propre pouvoir au niveau des bourgs.

Tout paraissait donc se conjuguer pour assurer la pérennité du système *terratieniente* de domination locale, qui semble avoir atteint son apogée pendant les mandats présidentiels de Garcia Moreno, entre 1861 et 1875. Des lézardes, cependant, ne tardèrent pas à apparaître dans l'édifice.

L'oligarchie foncière lojane, tout d'abord, ne constituait pas un bloc aussi homogène qu'il apparaît en première analyse. Le fonctionnement des règles de l'héritage, tendait à privilégier, à chaque génération, un petit nombre d'héritiers, afin de maintenir indivis l'essentiel du patrimoine foncier familial. Les héritiers évincés, malgré des compensations, perdaient leur statut foncier.

Par ailleurs, toutes les sous-branches d'un même lignage noble ne connaissaient pas un destin identique. Certaines « réussissaient », d'autres subissaient des revers de fortune. Certains nobles devaient travailler pour vivre, d'autres développaient des stratégies expansionnistes qui les amenaient à affronter d'autres membres du même groupe social, notamment pour le contrôle d'une unité socio-politique locale.

De ces luttes naquirent des rivalités, des contentieux transmis d'une génération à l'autre, créant des sous-ensembles au sein de l'isolat matrimonial noble. La cohésion du groupe social était probablement sapée, en profondeur, dès la seconde moitié du XIX^e siècle, peut-être même plus anciennement.

Mais c'est au niveau idéologique que l'ancienne cohésion de l'oligarchie fut le plus sérieusement atteinte. Très tôt, des familles nobles prirent l'habitude d'envoyer certains de leurs enfants à Quito ou à Lima. Des idées nouvelles, par leur voie, firent leur apparition malgré l'importance de l'enseignement religieux qui, à Loja beaucoup plus que dans

le reste de l'Équateur, était demeuré profondément conservateur et traditionaliste. C'est donc, paradoxalement, par l'intermédiaire de la noblesse que les idées libérales purent commencer, à Loja, leur travail de sape dirigé contre la domination de l'oligarchie (2).

Le monopole clérical de l'éducation devait d'ailleurs assez tôt, subir de significatives entorses. Le « Collège de l'Union » fut fondé en 1857, à l'initiative d'un précurseur local du Libéralisme, Miguel de Riofrio, avec un financement assuré par les pères de famille et un personnel d'enseignement principalement laïc (3). Le grand établissement scolaire de Loja, le « Collège Bernardo Valdivieso », fondé au XVIII^e siècle grâce aux legs somptueux d'un noble lojan devait, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, voir le clergé local perdre peu à peu une grande partie de son emprise. Les clubs littéraires qui fleurirent dans son sein après 1875 devaient servir de pépinières au mouvement libéral, et constituer d'étonnants foyers de ce que nous appellerions aujourd'hui une culture parallèle, échappant totalement au contrôle du clergé, et marquant de manière indélébile tous ceux qui allaient constituer, au début du XX^e siècle, l'élite intellectuelle locale.

Le système oligarchique de domination, dans sa forme traditionnelle, était un système gravement bloqué, fondé sur une forme excessivement sévère d'exploitation de la main-d'œuvre paysanne, au profit d'un très petit nombre d'individus. Le système faisait trop peu de bénéficiaires, et sa rigidité absolue ne laissait aucun espoir, aucune possibilité d'ascension sociale. L'immobilisme idéologique absolu, le conservatisme rigoureux sur lesquels il s'appuyait ne devaient qu'à l'isolement de Loja d'avoir duré aussi longtemps, car ils se heurtaient de plus en plus avec les mouvements d'idées, et avec les transformations sociales qui ont marqué l'Équateur pendant toute la seconde moitié du XIX^e siècle. La montée des classes moyennes, en particulier, freinée à Loja, mais perceptible cependant, devait conduire à un profond remaniement du jeu politique local. C'est la Révolution Libérale, après 1895, qui va, brutalement, faire éclater à Loja des contradictions occultées jusque-là par le système de domination en vigueur. Ces contradictions vont se trouver cristallisées dans la lutte opposant, pour le contrôle de l'espace régional, le pouvoir local

(1) Tyrannaux de village.

(2) Miguel de Riofrio (1822-1881) fut à Loja le précurseur le plus connu des idées libérales. Il est l'auteur d'un remarquable roman, probablement le plus ancien roman équatorien, « *La Emancipada* », publié en 1863, qui présente une critique très sévère de l'éducation traditionnelle.

(3) On comptait, parmi ces enseignants 3 personnalités colombiennes, de grande valeur intellectuelle, déportées à Loja en raison de leurs opinions fédéralistes.

traditionnel au nouvel État libéral, porte-parole et agent des classes sociales ascendantes.

La Révolution Libérale : le pouvoir central à la conquête des espaces régionaux

LE PROJET LIBÉRAL DE SOCIÉTÉ

La Révolution Libérale a marqué le premier effort cohérent et délibéré pour décloisonner et homogénéiser l'espace national, afin de permettre l'avènement d'un État moderne, apte à contrôler, sans relais de type féodal, l'ensemble du territoire national. Cet État nouveau, devait s'appuyer sur un appareil d'État entièrement rénové et rendu indépendant de l'ancienne oligarchie foncière qui en avait, jusque-là, contrôlé tous les rouages. Sur cette base, il devait poursuivre des objectifs économiques et politico-idéologiques qui devaient, en principe, remodeler profondément l'espace national et les espaces régionaux.

(a) Pour mettre sur pied un *appareil d'État moderne*, il convenait, tout d'abord, de faire éclater les micro-structures politiques locales. La tâche n'était, nulle part en Équateur, plus malaisée qu'à Loja. Il fallut mettre en place des représentants de l'exécutif, gouverneurs, chefs et *Tenientes* politiques, choisis pour leur dévouement aux idées libérales et, quand cela était possible, pour leur absence de liens avec l'aristocratie locale. Il fut donc nécessaire de recourir à des hommes entièrement nouveaux, quelques-uns anciens élèves du Collège de l'Union — ce fut le cas de Manuel Benigno Cueva, homme fort des Libéraux de Loja à cette époque, futur vice-président de la République —, d'autres, très jeunes, frais émoulus du Collège Bernardo Valdivieso : Augustin Cueva fut nommé recteur de la nouvelle Université de Loja et élu député à vingt-deux ans; Pio Jaramillo Alvarado — le futur grand homme de Loja — n'avait pas trente ans quand il fut investi de la fonction de Gouverneur... Il leur était particulièrement difficile de s'imposer. D'abord parce que leur prestige social était mince, puisque la plupart d'entre eux n'appartenait pas à l'ancienne classe dominante. Leur jeunesse, leur non-conformisme idéologique ne prédisposaient pas à ce qu'ils fussent acceptés par leurs administrés, dont l'opinion presque autant que par le passé, continuait à être façonnée plus ou moins directement par le clergé. Dans ces conditions, ils ne surent pas toujours imposer leur opinion autrement que par la force. L'attentat à la bombe de mai 1915 contre le domicile de Pio Jaramillo A., alors jeune gouverneur, ne surprend pas dans ce contexte.

On compléta l'édifice en créant ou renforçant une Armée et une Police Nationales qui étaient demeurées pratiquement inexistantes jusqu'alors. Leur mise en place n'alla pas, non plus, sans mal. La nouvelle armée était directement issue des troupes libérales victorieuses, composées de « va-nu-pieds » et encadrées par des officiers sans traditions, ni éducation, ni respect des valeurs que reconnaissait la société lojane de l'époque. La tension entre la population et cette armée que l'opinion publique lojane considérait presque comme une troupe d'occupation, dépassa le seuil critique lors des tragiques événements du 8 décembre 1906, au cours desquels la troupe sous-alimentée et pratiquement laissée sans ressources, se mutina et se livra au pillage des maisons riches de la ville, aristocrates et commerçants confondus.

La création de la Police des Frontières devait, en principe, permettre de reprendre le contrôle des vastes espaces qui, au sud et au sud-ouest de la province de Loja, jouxtaient la frontière avec le Pérou et qui constituaient le domaine réservé des « bandoleros », bandits de grands chemins.

La faiblesse des moyens financiers mis en œuvre pour la réalisation de ces importantes réformes ne permit pas leur succès. Mal payée, mal préparée, la Police des Frontières put rarement parvenir à ses fins et dû, le plus souvent, négocier et transiger avec les forces qu'elle était censée combattre. La pauvreté de l'Armée ne lui permit pas toujours d'éviter la rapine et la petite délinquance. Les agents locaux de l'exécutif, bien que les premiers d'entre eux aient été antérieurement incorruptibles, ne surent pas toujours éviter de se faire récupérer par des agents de l'oligarchie qui continuaient à tenir les rênes du véritable pouvoir local.

Mais le nouveau pouvoir libéral se heurtait, dans la région de Loja, à une contradiction essentielle. Partisan déclaré des institutions démocratiques, il aurait dû asseoir sa légitimité locale sur des succès électoraux. Or la qualité du contrôle exercé sur la population par le binôme oligarchie foncière-Église enlevait toute chance de succès aux candidats libéraux dans le cas d'élections libres. On eut donc recours à la fraude électorale, appuyée, de façon tout à fait claire sur l'Armée et sur l'exécutif local (gouverneurs, chefs et lieutenants politiques). La fraude permit ainsi de maintenir au pouvoir, dans la région, des personnages qui se trouvaient en opposition ouverte avec une idéologie dominante qui demeurait entièrement traditionnelle. Mais si la fraude était relativement aisée dans les campagnes où elle s'appuyait sur le pouvoir intimidant de l'armée et sur la technique du bourrage des urnes (*paquetazo*), elle s'avérait plus difficile à mettre en œuvre dans la ville de Loja où l'oligarchie et

ses alliés conservateurs pouvaient davantage faire obstacle aux manœuvres de fraude. Ainsi, l'espace politique de la province n'a pu, d'emblée, se remodeler d'une manière homogène, puisque, pendant un certain temps, les résultats firent apparaître un Loja rural massivement libéral face à un Loja urbain qui demeura, pour de longues années encore, nettement favorable à l'oligarchie, même si divers contre-pouvoirs locaux commençaient à s'exprimer.

(b) *Le projet économique libéral* était particulièrement important puisque le nouvel État exprimait, avant tout, les aspirations économiques d'une bourgeoisie dynamique et entreprenante, qui était restée trop longtemps bridée par des institutions conçues par et pour les propriétaires fonciers de la Sierra. Le projet comportait des objectifs généraux, à portée nationale, tels la modernisation d'ensemble des rapports de production par la suppression du *concertaje* (1) et des objectifs régionaux spécifiques. Pour Loja, il s'agissait avant tout de créer un réseau de voies de communication, afin de constituer un espace économique régional, et l'articuler à l'espace national. Mais, à l'initiative de jeunes libéraux lojans, on songeait aussi à entreprendre un premier effort pour la colonisation de l'Amazonie toute proche et inviolée depuis les malheureux efforts miniers du xv^e siècle. On pensait, d'ailleurs, que ces objectifs économiques — si on parvenait à les réaliser — auraient d'importants effets socio-politiques et que, à terme, ils permettraient de détruire l'essentiel de la base du pouvoir de l'oligarchie locale.

La suppression du *concertaje* ne paraît pas avoir eu d'impact important sur l'espace rural lojan. L'essentiel de la nouveauté, au niveau national, consistait dans la suppression de la prison pour dettes, ce qui, dans l'ensemble du pays impliquait, en effet, l'impossibilité de continuer un système qui reposait justement sur ce type de contrainte. A Loja, les propriétaires fonciers, malgré le pouvoir Libéral, étaient restés assez libres de leurs mouvements pour continuer à utiliser, à leur profit, l'appareil répressif de la hacienda contre les travailleurs récalcitrants et le système de l'*arrimazgo* (2), qui s'est alors progressivement mis en place, ne semble pas avoir changé de façon significative les conditions d'exploitation du paysan lojan.

Le projet libéral concernant les voies de communication ne pouvait manquer d'avoir plus d'impact. Il s'agissait d'abord de développer le commerce intra-provincial (les principaux agents locaux du libéralisme étaient justement commerçants-collecteurs des bourgs ruraux), ensuite d'ouvrir la province au Capital commercial de Guayaquil, la force économique la plus dynamique sous-tendant la politique libérale. Ces deux objectifs étaient très directement dirigés contre l'oligarchie foncière lojane. Le premier devait jouer un rôle décisif dans l'éclatement des micro-unités politiques qui fondaient le pouvoir *terrateniente*. Le second ne pouvait se réaliser qu'en portant un coup brutal à la très ancienne et très solide articulation unissant Loja au nord du Pérou et dont la classe foncière tirait de remarquables profits.

Dans ces conditions, l'histoire des échecs successifs subis par les projets routiers des libéraux et de leurs successeurs est très riche d'enseignements pour la sociologie politique. On y voit combien, dans la pratique, il est difficile de réaliser un projet d'un intérêt général absolument indiscutable, quand celui-ci se heurte à l'opposition tacite des vrais détenteurs du pouvoir local, même lorsque ce dernier feint de s'y intéresser en participant aux *junlas de caminos* et *Comités Pro Carretera*. Pendant toute la première moitié du xx^e siècle, c'est encore à l'abondance et à la qualité des mules locales que l'on devra le relatif dynamisme du commerce local.

Le projet de colonisation de l'Amazonie était sans doute le plus ambitieux sur le plan de la réorganisation de l'espace, puisqu'il concernait les immenses espaces, alors pratiquement inexplorés, situés immédiatement à l'est de Loja et au nord du Rio Marañón. Les *terratenientes* lojans avaient de bonnes raisons de s'y opposer discrètement, notamment parce que la province affrontait alors une situation de manque chronique de main-d'œuvre. Celle-ci ne pouvait que s'aggraver si s'ouvrait, soudain, l'immense réservoir foncier amazonien. Par ailleurs, pour tout un ensemble de raisons, l'oligarchie foncière lojane n'avait pas jugé bon de prendre des options sur ces immenses territoires vierges, et elle se sentait mal placée pour changer d'attitude, de sorte qu'il lui fut sans doute beaucoup plus aisé de gagner du temps en contribuant, avec

(1) Relation contractuelle entre un employeur et un travailleur dans laquelle le second est tenu de travailler pour le premier afin de rembourser une avance initiale qui, grâce à certains mécanismes, est constamment renouvelée. La sanction du système était la prison pour dettes qui permettait de contraindre les travailleurs récalcitrants.

(2) Le propriétaire fournit l'usufruit d'une parcelle à un paysan sans terre contre l'obligation pour celui-ci d'effectuer un certain nombre de prestations gratuites pour le compte de son patron. Le système se différencie du « *huasipungaje* », plus général dans la Sierra, par le fait que la prestation en travail y est entièrement gratuite, alors que le *huasipunguero*, perçoit un salaire fixé à un taux inférieur à celui du marché.

une efficacité certaine, au sabotage des timides entreprises effectuées en direction du rio Zamora

(c) En définitive, c'est très probablement dans le domaine de l'éducation et de l'idéologie que le projet libéral a eu l'impact le plus rapide et le plus profond sur la société régionale.

La remise en cause du monopole clérical de l'éducation va devenir de plus en plus sévère, portant ainsi un coup mortel à l'un des fondements les plus sûrs du système social traditionnel.

Le grand Collège Bernardo Valdivieso avait déjà pris certaines distances par rapport à l'orthodoxie cléricale et conservatrice, dès les dernières années du XIX^e siècle. Les distances ne vont cesser de s'agrandir sous la direction du très jeune recteur libéral, A. Cueva, et de ses successeurs immédiats. Par ailleurs, dès les premiers années du XX^e siècle, l'Institut Miguel Riofrio — « l'École des Francs-Maçons », comme l'appellent encore les vieux lojans — eut pour mission de donner un enseignement de qualité, sur fonds publics, avec des maîtres laïcs, à des élèves de condition modeste.

La création d'Écoles Normales, formant de façon méthodique et rigoureuse de jeunes enseignants laïcs donna, enfin, toute son ampleur au mouvement de décléricalisation de l'enseignement régional. Dès la fin du premier quart du XX^e siècle, leur influence était devenue réelle au niveau des bourgs ruraux.

L'Université de Loja ne comportait, jusqu'à 1943, qu'une Faculté de Jurisprudence, mais elle exerçait une influence authentique sur le milieu intellectuel de la région de Loja, dont tous les « grands » hommes ou presque avaient une Licence ou un Doctorat en Droit. Moins politisée qu'à l'heure actuelle, la plupart de ses étudiants manifestait cependant une sorte de radicalisme laïc qui contrastait avec le ton feutré de l'anti-cléricalisme manifesté par les notables libéraux. Tout semble s'être passé comme si l'éventualité d'un contrôle par l'Église avait constitué le principal danger auquel s'affrontait alors la jeune Université.

En définitive, après 1910-1920, on vit apparaître, à Loja, une classe intellectuelle, formée sur les bancs du « Bernardo Valdivieso » et de l'Université, qui entreprit de façonner à son tour l'opinion publique locale, à travers la presse — exceptionnellement abondante pour une ville d'aussi petite dimension (1) — et la littérature-poésie, conte et roman — elle-aussi d'une qualité exceptionnelle puisque, après les grands précurseurs que furent Miguel de Riofrio, Manuel B. Moreno, José A. Palacios et Manuel Rengel (2), Loja a donné à l'Équateur plusieurs de ses plus solides talents littéraires tels Agustín Cueva, Manuel Agustín Aguirre, Benjamin Carrion, Jorge H. Rengel, puis Carlos Espinoza, Pablo Palacio, Alejandro Carrion... pour ne citer que les plus connus (3). Tous ces personnages étaient à la fois journalistes (presse locale et nationale), et écrivains, d'autant plus lus, localement, que beaucoup de leurs œuvres mettaient en scène des personnages, des paysages, des lieux familiers à tous les lojans. Mais ils étaient aussi hommes publics et leur audience dépassait largement la seule province de Loja. Agustín Cueva joua un rôle décisif dans la préparation juridique de la suppression du « concertaje » (4); J. H. Rengel, Pablo Palacio et B. Carrion furent des acteurs essentiels de la fondation du Parti Socialiste Équatorien, et la fameuse revue « *Bloque* », qui définissait, au niveau national, la doctrine du Parti Socialiste, était éditée à Loja, à partir de 1935; Pio Jaramillo Alvarado publiait, dès 1922, son fameux « *Indio Ecuatoriano* » (5) qui marquait le véritable début d'un courant de pensée explicitement indigéniste dans la littérature et la classe politique équatoriennes; il fut aussi l'un des plus brillants animateurs des projets nationaux de colonisation de l'Orienté Amazonien, ce qui lui valut d'ailleurs, dès 1920, d'être nommé Directeur Général de l'Orienté, c'est-à-dire le concepteur et le premier réalisateur de la politique officielle de colonisation.

Malgré la différence de leurs points de vue, tous ces intellectuels poursuivaient un peu le même

(1) Nous avons dénombré environ 200 titres de quotidiens d'information et/ou d'opinion, de périodiques divers et de revues à caractère littéraire. Certains ont une réelle valeur.

(2) M. B. Moreno est l'auteur de « *Naya o la Chapetona* », un grand classique de la littérature équatorienne, J. A. Palacios a écrit des contes (« *La Campana de Ciudadela* », 1902), Manuel E. Rengel a publié en 1903 « *Luzmila* » considéré comme le meilleur roman équatorien d'inspiration romantique.

(3) Voir une rapide présentation biographique de ces personnages dans E. FAUROUX, « Le pouvoir régional à Loja au XX^e siècle » (à paraître).

(4) C'est A. Cueva, comme sénateur de Loja, qui présenta à l'Assemblée le projet de loi concernant l'abolition du *concertaje*, et qui le défendit avec un exceptionnel brio dans les séances des 2 et 4 octobre 1915.

(5) P. JARAMILLO A., « *El Indio Ecuatoriano. Contribucion al estudio de la Sociologia Indo-Americana* ». Quito, Imp. Editorial, 1922, 227 p.

combat : le monde ne peut être accepté dans sa forme actuelle, car il est inique et incapable d'assurer le bonheur de l'humanité; il faut donc le transformer aussi profondément et aussi rapidement que possible; on condamne donc l'oligarchie passiviste, le clergé qui en constitue toujours le soutien inconditionnel; on vante les vertus morales de l'indigène et du *chazo* (1) qui s'épanouiraient et donneraient leur mesure dans la liberté et l'indépendance, alors que le système social créé par l'oligarchie les maintient artificiellement dans l'abjection. On ne diffère guère que sur la voie à suivre pour obtenir le résultat souhaité : révolution — éventuellement violente — comme le préconisaient les socialistes, réformisme intelligent et négocié, comme le suggéraient libéraux et néo-libéraux dans le sillage de P. Jaramillo A.

LES DYNAMIQUES SOCIALES ISSUES DU PROJET LIBÉRAL ET LEUR IMPACT SUR LES FORMES TRADITIONNELLES DE CONTRÔLE DE L'ESPACE RÉGIONAL

Cet exposé est trop bref pour présenter l'ensemble des mécanismes sociaux qui se sont mis en place dans la région de Loja à la faveur de la révolution libérale, et qui furent encore accentués par l'impact de la révolution de juillet 1925 (la « Révolution *Juliana* »). Nous soulignerons seulement ici le rôle de deux phénomènes qui vont marquer profondément la première moitié du *xx^e* siècle, à Loja : d'une part, l'avènement des classes moyennes, qui n'avaient joué, tout au cours du *xix^e* siècle, qu'un rôle assez insignifiant. D'autre part, l'aggravation d'une crise économique de l'ancienne oligarchie qui va la conduire à une certaine régression de ses activités foncières.

L'avènement des classes moyennes

La politique libérale a directement permis le développement local d'une nombreuse bureaucratie et a, plus indirectement, favorisé une forte expansion des activités commerciales rurales et urbaines. Ce sont ces deux activités qui, à Loja, expliquent principalement la spectaculaire croissance des classes moyennes.

La bureaucratie est née de la volonté Libérale de créer un appareil local d'État. Le fonctionnement du système de clientèle politique, qui s'est généralisé au *xx^e* siècle, a conduit à une augmentation à peu près constante de ses effectifs. Les jeunes diplômés,

issus des établissements secondaires de la ville et, pour la plupart acquis aux idées nouvelles, trouvèrent un débouché tout naturel dans ces fonctions. Ce nouveau groupe social disposait d'un pouvoir d'achat non négligeable et se caractérisait par des habitudes de consommation inédites : il dépendait très fortement du marché local, à la différence de l'ancienne aristocratie qui, grâce à la production de ses *haciendas*, s'auto-suffisait pour sa consommation courante, et qui recourait aux importations à longue distance pour sa consommation de luxe.

Le commerce local a donc profité de cette circonstance favorable et de beaucoup d'autres, car des routes et des chemins se sont créés, des marchés hebdomadaires ont commencé à fonctionner à Loja et dans les bourgs des environs, les produits en provenance de Guayaquil, de Cuenca et du nord-Pérou ont circulé avec infiniment plus de facilités... La classe commerçante est devenue plus nombreuse, mais surtout plus riche, c'est-à-dire capable, enfin, de se passer du crédit que lui accordaient l'oligarchie et les ordres religieux, en l'absence de tout réseau bancaire organisé. Elle n'était pas dépourvue d'esprit d'entreprise et savait, lorsque cela s'avérait nécessaire, prendre des risques importants. C'est ainsi que les difficultés survenues dans le commerce avec le Pérou contribuèrent au développement spectaculaire d'un commerce de contrebande, hérité de la vieille tradition contrebandière des temps où la Couronne s'était arrogé le monopole de la vente de la *cascaquilla*. Ce commerce clandestin fut à l'origine d'une accumulation de capital non négligeable, qui devait contribuer à la remise en cause des hiérarchies économiques.

Bureaucrates et commerçants ne pouvaient manquer de s'opposer aux blocages qu'imposait — pour assurer sa propre survie — la très conservatrice oligarchie lojane, et, très tôt, ils ont tenté de modifier les règles du jeu.

Le vieux jeu politique, qui opposait dans un manichéisme simpliste les Libéraux aux Conservateurs, est vite apparu totalement désuet, dans la mesure où, à Loja, les deux partis ont bien vite montré qu'ils n'incarnaient que des différences de tendance au sein d'un groupe qui, en définitive, s'accommodait très bien des structures traditionnelles et ne souhaitait — au pire — qu'y apporter des retouches de détail (2). Le combat politique local s'est alors déplacé vers une lutte opposant les partis traditionnels (Conservateurs et Libéraux unis) aux

(1) Le paysan de la province de Loja qui n'est pas d'origine indigène.

(2) Sur les formes de l'alliance Conservateurs-Libéraux, à Loja, après 1920, cf. E. FAUROUX, *op. cit.*, chap. 4, § 3. La dimension de cet article ne nous permet pas d'éviter le schématisme dans la présentation de ces phénomènes beaucoup plus complexes dans leur réalité.

partis « révolutionnaires » (partis socialiste et communiste, « *Vanguardia Revolucionaria* », mouvements universitaires radicaux...).

Les bourgs ruraux paraissent avoir été moins touchés que la ville de Loja par la progression des partis d'extrême-gauche; on a continué très longtemps — jusqu'à l'époque actuelle dans beaucoup d'endroits — à conserver l'ancienne cassure entre Conservateurs (tous les partis de droite) et Libéraux (tous les partis de gauche). Mais, plus subtilement, les nouveaux notables locaux — la plupart du temps enrichis par le commerce — ont su se constituer des réseaux de clientèle directement concurrents de ceux que contrôlait l'oligarchie. Cariamanga, Catacocha, Macara sont rapidement devenus des bastions de la bourgeoisie commerçante, même si le contrôle des Conseils Cantonaux (les *Municipios*) donnent parfois lieu à des luttes farouches.

Les notables ruraux ont d'ailleurs su attaquer l'oligarchie sur son propre terrain, notamment en investissant une partie importante de leurs profits commerciaux dans l'achat de terres et ils sont souvent parvenus, parfois directement aux dépens de la vieille aristocratie, à se constituer des patrimoines fonciers de taille respectable.

La crise économique de l'ancienne oligarchie

Les bases du pouvoir économique de l'oligarchie lojane ont subi de sérieuses atteintes depuis les premières années du *xx^e* siècle. Les plus graves concernent le relatif déclin du commerce avec le Pérou et, surtout, la crise sévère qui apparaît dans l'agriculture latifundiaire sans doute vers 1940-1950, non sans être annoncée par de nombreux signes précurseurs.

Cette crise a des origines complexes que nous tentons d'analyser plus en détail dans un autre travail (1). Elle semble notamment liée à des choix effectués par les propriétaires fonciers de Loja qui, dans une conjoncture très particulière (2), choisirent d'accroître leurs revenus par une augmentation du nombre de leurs *arrimados* plutôt que par un quelconque effort pour améliorer la productivité. L'avantage à court terme était important : l'*arrimado* recevait une parcelle à cultiver, en échange de l'accomplissement d'un certain nombre d'« obligations » qui consistaient notamment en prestations de travail gratuites pour le propriétaire foncier. Ce dernier pouvait donc ainsi, sans aucune mise

de fonds supplémentaire, augmenter la production de son exploitation. En augmentant le nombre de ses dépendants, il augmentait aussi la taille de sa clientèle politique, et son pouvoir local. Les *terratienientes* lojans prirent ainsi l'habitude de recevoir des revenus monétaires de leurs propriétés rurales, sans songer à réinvestir une partie au moins de ces sommes en vue de procéder à des améliorations de productivité. L'agriculture lojane est ainsi peu à peu devenue l'une des moins capitalisées d'Équateur, et donc l'une des moins compétitives — surtout si l'on tient compte de son éloignement —, de sorte que sa rentabilité n'a cessé de décliner depuis une quarantaine d'années.

Les propriétaires fonciers ont ainsi eu tendance à considérer que l'agriculture ne pouvait leur fournir que des revenus annexes, et qu'il fallait chercher ailleurs les sources principales de revenus. Ils s'orientèrent donc, selon les cas, vers les activités bancaires, ou immobilières, ou même commerciales, perdant peu à peu leur statut foncier très particulier qui, autrefois, les articulait profondément à la masse de leurs dépendants locaux. C'est une démission très progressive de l'oligarchie foncière, qui a renoncé à l'essentiel des prérogatives socio-politiques qui faisaient son originalité. Nous verrons que cette tendance déjà très sensible avant et pendant les années 60 s'est fortement accélérée avec l'irruption de la Réforme Agraire qui, à Loja, a eu des effets plus radicaux qu'ailleurs en Équateur.

Ainsi, les dynamiques sociales issues des tentatives effectuées pour mettre en place le projet libéral de société ont très profondément remodelé l'espace social, politique et économique régional.

Vers 1950, l'oligarchie foncière a conservé l'essentiel de sa puissance, mais elle ne l'exprime plus par un contrôle de l'espace aussi net que par le passé.

Les micro-potentats locaux, qui étaient l'expression la plus spectaculaire de leur pouvoir ont, pour la plupart, éclaté. Dans les vides laissés par cette disparition, les nouveaux notables locaux, le plus souvent d'origine commerçante, ont tenté de s'engouffrer. Non sans difficultés, d'ailleurs, car le système politique et idéologique continue à être aux mains de forces extrêmement conservatrices, au sein desquelles l'Église joue un rôle encore déterminant.

Mais, si l'on compare les situations en 1895 et en 1950, le changement le plus spectaculaire, quant au contrôle de l'espace, provient du nouveau rôle

(1) E. FAUROUX, *op. cit.*, chap. 6, § 1, « Le pouvoir économique terrateniente de 1895 à 1965 ».

(2) La crise du cacao avait amené les plantations de la Costa à renvoyer massivement leurs travailleurs, qui ne purent trouver à s'employer dans les haciendas de la Sierra, elles-mêmes touchées par la perte de beaucoup de leurs débouchés. A Loja seulement, la terre n'était pas rare et les propriétaires purent accueillir sans problème une partie de cette main-d'œuvre excédentaire.

que s'est attribué l'État. Celui-ci s'est constitué un appareil local nombreux, voire pléthorique, dont les ramifications ne cessent de s'étendre et dont la ville de Loja constitue de plus en plus nettement le centre nerveux. La région tend à s'unifier autour de l'axe central que constitue l'Administration locale. Cet appareil — en théorie au moins — est directement articulé sur le pouvoir central et ne devrait plus obéir à l'oligarchie. La réalité n'est pas aussi simple cependant, et les puissants locaux disposent encore de moyens importants pour faire nommer des hommes à eux aux postes-clés et pour, finalement, détourner partiellement à leur profit cet appareil d'État qui avait été conçu directement contre eux.

Les axes de la restructuration sociale de l'espace régional

A partir de 1960, la province de Loja connaît des bouleversements radicaux qui vont entièrement remodeler son espace social et mettre en cause toute son organisation économique et politique. L'espace régional va alors faire l'objet d'une tendance à la fragmentation, à l'éclatement en petites unités socio-politiques, partiellement compensée par certains traits qui esquissent des phénomènes de polarisation autour de la ville Loja.

LES BOULEVERSEMENTS SUBIS PAR LES DYNAMIQUES SOCIALES LOJANES

Pour ne pas alourdir cet exposé, nous nous limiterons à la présentation de 3 groupes de facteurs de changements, ceux dont les conséquences se sont faites le plus lourdement sentir sur la société lojane et qui ont le plus contribué à remodeler l'espace social : l'éclatement des structures foncières traditionnelles, la crise de l'agriculture et de l'élevage traditionnels, et la croissance urbaine de Loja.

L'éclatement des structures foncières traditionnelles

La Réforme Agraire a eu un impact particulièrement fort dans la province de Loja. Elle y avait été conçue de façon originale, puisque plusieurs articles de la 1^{re} Loi de Réforme Agraire, celle de 1964, concernaient exclusivement la province de Loja. On avait estimé que le statut de l'*arrimado* lojan était très différent du statut du *huasipunguero* (1)

que l'on trouvait alors dans tout le reste de la Sierra, et malgré quelques artifices de forme destinés à tromper le public, on avait édicté une loi exceptionnellement favorable pour les propriétaires fonciers lojans. Les conditions d'élaboration de cette loi laissent soupçonner qu'elle résultait directement de l'intervention habile et opportune du lobby des *terratenientes* lojans. L'avantage en faveur de ces derniers apparut vite si évident qu'il fallut à la hâte modifier la loi (art. 30, loi de 1967) pour éviter un trop grand déni de justice. Néanmoins, avant 1968, l'application de la Réforme Agraire se fit, dans la province de Loja, de façon excessivement favorable aux propriétaires fonciers (2), et la loi de 1967 n'apporta guère d'améliorations. Dans l'ensemble, les « patrons » attribuaient aux *ex-arrimados* des terres de très mauvaise qualité, déplaçant — grâce à la procédure du *reasantamiento* ceux d'entre eux qui jouissaient, autrefois, de parcelles bien placées. Et comme les surfaces attribuées par la loi ne suffisaient pas, les propriétaires vendaient, très cher le plus souvent, les quelques hectares supplémentaires nécessaires à l'ex-arrimado pour faire fonctionner son exploitation, en prenant soin de ne vendre que des terres de faible valeur agronomique.

Beaucoup de paysans lojans se retrouvèrent ainsi dans des conditions difficiles. La plupart avaient été expulsés — avec ou sans indemnités — avant que les conditions définissant leurs droits n'aient été clairement définies; ils se trouvaient alors sans ressources. Les « bénéficiaires » de la Réforme avaient été rejetés vers des terres improductives, le plus souvent en pente et non irriguables; ils devaient pourtant continuer à payer pour l'achat d'une partie de leurs terres. La situation était désastreuse. Elle devint insoutenable en 1968 lorsque se déclencha l'une des pires sécheresses de l'histoire régionale, qui atteignit des proportions tragiques dans le Sud-Ouest de la province, et fut partout très durement ressentie.

Depuis 1964-1965, des brigades d'étudiants d'extrême-gauche avaient entrepris de conscientiser les communautés paysannes, dans les environs de Loja, et notamment, dans les zones les plus conflictives. La misère et, peut-être, ce début de conscientisation provoquèrent à partir de juillet 1968 un soulèvement généralisé des paysans pauvres de la province qui, d'une part firent systématiquement la grève des « obligations » (3) et d'autre part, dans de nombreux endroits, commencèrent à envahir les terres irriguées,

(1) Cf. note 2, p. 77.

(2) Cf. E. FAUROUX, « Diagnóstico socio-económico del medio rural ecuatoriano. Documento B. Las Zonas Socio-Económicas Homogéneas de la Sierra », Quito, PRONAREG/O.R.S.T.O.M., 1979 : 98-100.

(3) C'est-à-dire des prestations gratuites en nature qu'ils devaient fournir au propriétaire.

puisque les *secanos*, les terres sèches, ne permettaient plus d'éviter de mourir de faim. La répression fut particulièrement maladroite et le massacre de Santa Ana, le 2 juillet 1968, ameuta massivement l'opinion publique nationale en faveur des paysans.

La révolte paysanne et, surtout, son aspect cohérent et organisé — alors que l'on aurait assez bien compris une jacquerie incontrôlée — causèrent une véritable stupéfaction parmi les propriétaires fonciers de la région, accoutumés à manipuler sans difficultés un paysanat amorphe et totalement désorganisé. Beaucoup furent littéralement traumatisés par l'irruption de cette situation nouvelle et modifièrent radicalement leurs stratégies. Alors que l'on s'acheminait vers une Réforme Agraire très modérée, aboutissant à des haciendas plus petites que par le passé, mais monopolisant les bonnes terres, juxtaposées à une agriculture paysanne repoussée vers des secteurs quasiment impropres pour l'agriculture, on assista soudain, en quelques années, au démembrement accéléré de la plupart des grands domaines, et les tendances, qui incitaient l'oligarchie à s'écarter de son statut foncier, se trouvèrent brutalement accélérées. Tout s'est alors passé comme si les propriétaires fonciers voulaient se défaire au plus vite de leur capital foncier, pour le transformer en capital immobilier ou bancaire.

Mais contrairement à l'esprit de la loi de Réforme Agraire, ce ne sont pas les petits paysans qui ont profité de ces démembrements précipités, puisque les *terratenientes* cherchaient des acquéreurs solvables. Ce sont les notables ruraux, des commerçants, ruraux ou urbains, voire même une bourgeoisie urbaine, bureaucrates de haut niveau ou membres de professions libérales, avocats ou médecins, qui se portèrent acquéreurs des dépouilles de l'empire foncier de l'oligarchie, contribuant à créer un nouveau type de grandes propriétés, de 100 à 500 Has, efficacement gérées, consacrées le plus souvent à l'élevage (notamment parce que cette activité impose un moindre recours à la main-d'œuvre), et d'une haute rentabilité. Mais l'insertion socio-politique de ces exploitations dans leur environnement humain est devenue très faible ou nulle, modifiant radicalement le paysage social traditionnel.

La crise de l'agriculture et de l'élevage traditionnels

La sécheresse de 1968 n'était pas un phénomène isolé. Elle avait eu plusieurs précédents, en 1964, 1965 et fut suivie en 1971, 1973, 1974, 1980, 1982 par de très longues périodes sans pluies. La régularité du phénomène a même conduit certains spécialistes à parler d'un processus à long terme de désertification, peut-être à mettre en rapport avec l'expansion des déserts du nord Pérou. Quoiqu'il en soit la sécheresse

persistante a imposé l'abandon de certaines cultures traditionnelles qui nécessitent de l'eau, et, en de très nombreux secteurs du sud-ouest de la province, la frontière agricole a fortement reculé et continue, chaque année à perdre du terrain.

L'agriculture paysanne qui, traditionnellement, n'a pas les moyens en capitaux pour procéder à une irrigation de qualité a fortement souffert de cette situation, mais aussi de nombreux autres facteurs défavorables. La Réforme Agraire, dans les conditions très particulières d'application qu'elle a connues à Loja, a contribué à mettre en difficultés l'agriculture paysanne. Les terres attribuées aux anciens « travailleurs précaires » étaient presque toujours — nous l'avons vu — de faible valeur agronomique et/ou en quantité insuffisante pour permettre le fonctionnement normal des exploitations. Les coopératives, auxquelles on pensait pour développer la production paysanne, ont connu, dans la province de Loja, des difficultés encore plus grandes que dans le reste du pays, notamment en raison du très long passé de désorganisation communautaire qui caractérise le paysanat lojan.

Mais, surtout, pendant plusieurs années, les ex-bénéficiaires ont dû contribuer à rembourser le prix de la terre qu'ils avaient dû acquérir pour arrondir les surfaces attribuées dans le cadre de la Réforme Agraire. Ces versements effectués à partir des revenus d'une agriculture déjà très précaire ont aggravé la décapitalisation dont elle souffrait. Les traites à payer ont empêché de recourir aux engrais ou aux fongicides; elles n'ont pas permis, *a fortiori*, d'esquisser la moindre mécanisation.

On a donc assisté à une véritable régression de cette agriculture paysanne dont les performances antérieures n'étaient déjà guère remarquables et, dans bien des cas, après 1970, elle eut de plus en plus de mal à assurer la simple auto-subsistance. Les paysans lojans ont donc massivement, depuis 1968, entrepris un processus d'émigration. On les retrouve, à l'heure actuelle, dans toutes les zones de colonisation, à Santo Domingo de los Colorados, dont tout l'Est amazonien... mais, ils sont aussi partis massivement vers les villes (Quito, Guayaquil) et dans une proportion non négligeable, vers Loja, contribuant à l'essor démographique de cette ville.

La croissance urbaine de Loja

Pendant plusieurs siècles, la population de Loja n'avait guère varié, oscillant sans doute, entre 10 et 15 000 habitants. La ville était demeurée très rurale et l'on comptait dans sa population les habitants de San Juan del Valle qui avait toutes les apparences d'un gros village entouré de haciendas. Pendant tout le XIX^e siècle, la plus grande partie

de la population vivait essentiellement d'activités agricoles. Elle s'intégrait dans les rapports de domination de façon identique au reste de la population rurale de la province : la plupart travaillait dans une hacienda de la périphérie urbaine, souvent comme métayers, et dépendait d'une façon ou l'autre d'un « patron » de la noblesse lojane.

Au xx^e siècle, Loja se déruralise lentement. San Juan del Valle devient peu à peu un quartier urbain. Les enfants des cultivateurs les plus aisés deviennent de petits bureaucrates ou de petits commerçants. Mais la croissance de la ville demeure fort lente. C'est très brutalement, dans la seconde moitié de ce siècle, qu'apparaît un très spectaculaire accroissement démographique urbain. Loja comptait 15 400 habitants en 1950, 26 800 en 1962, 47 300 en 1974, près de 60 000 en 1982, soit presque un quadruplement en 30 ans. La vieille structure socio-professionnelle semi-rurale était facile à contrôler et à encadrer dans des réseaux de clientèle sur un modèle éprouvé depuis plusieurs siècles. Les nouveaux arrivants, pour la plupart des petits paysans en cours de prolétarianisation expulsés de leurs villages par la misère, font exploser les vieux schémas socio-professionnels. Parallèlement, les fonctions administratives de Loja continuent à prendre de l'importance, les employés de bureau, les fonctionnaires de tous niveaux, les enseignants deviennent de plus en plus nombreux. L'encadrement de cette population très diversifiée devient de plus en plus difficile. Les mécanismes traditionnels de clientèle permettent certes d'attribuer des « places » et de créer un certain nombre d'obligés, mais on ne peut ainsi contrôler une population aussi nombreuse. La masse de la population urbaine, à partir de 1950, est pauvre, vit dans des conditions extrêmement médiocres, sans aucune certitude du lendemain. C'est la clientèle idéale pour un mouvement de type populiste. C'est ainsi que, à partir de 1960, on voit apparaître un mouvement politique extrêmement curieux, bâti autour de la personnalité de son leader charismatique, José Castillo Luzuriaga, connu sous le pseudonyme de *Si Juro* (1), issu de Sozoranga, gros village de la province de Loja, admirateur éperdu de Péron et fondateur d'un éphémère « justicialisme » (2) équatorien. Le *Sijurisme* s'est constitué à Loja autour du problème du logement. La ville, entourée de très grandes haciendas qui l'enserraient comme un carcan ne pouvait s'aggrandir et était condamnée à entasser ses populations nouvelles dans de vétustes demeures du centre ville. J. Castillo sut mobiliser en masse l'opinion publique (il disposait d'une petite

station de radio locale), la regrouper derrière un petit nombre de thèmes accrocheurs (« *Trabajo, Tierra, Techo* » : Travail, terre, toit), organiser des meetings où son sens de la harangue et ses attitudes théâtrales exaltaient son auditoire, et déclencher ainsi une offensive frontale contre l'oligarchie locale et ses égoïsmes de caste. Des manifestations anti-oligarchiques et leur répression violente, notamment le 2 mars 1961, finirent par créer à Loja une véritable psychose d'affrontement de classe. Même si le *Sijurisme* devait par la suite conduire ses partisans à de cruelles désillusions, son apport à la vie politique locale a été considérable et marque une rupture extrêmement significative et irréversible entre les nouvelles masses urbaines pauvres et une oligarchie ultra-conservatrice, incapable de s'adapter aux nouvelles conditions sociales.

Sous l'influence conjuguée de ces divers facteurs, l'espace social de la région de Loja s'est profondément transformé. Davantage sans doute au cours des trente dernières années qu'au cours des deux siècles précédents. L'évolution semble se faire selon deux tendances contradictoires : une tendance à la fragmentation de l'espace social liée notamment à une récente redistribution géographique des activités agro-pastorales et des systèmes sociaux de production qui leur sont liés ; d'autre part, une tendance à certaines polarisations autour du centre urbain de Loja et de ses fonctions de capitale administrative et politique.

LES TENDANCES A LA FRAGMENTATION DE L'ESPACE SOCIAL RÉGIONAL

La fragmentation de l'espace social de la région de Loja s'exprime, depuis une trentaine d'années, de diverses manières. Dans le cadre très limité de cet exposé, nous nous limiterons à la présentation de deux des phénomènes les plus apparents : l'apparition d'une différenciation dans les systèmes sociaux de production qui caractérisent la région et qui s'exprime par des formes différentes d'occupation de l'espace économique, social et politique ; et l'apparition de pôles urbains secondaires qui tendent à concentrer une partie des fonctions qu'assurait autrefois la ville de Loja.

La différenciation des systèmes sociaux de production

Dans la situation traditionnelle, la quasi-totalité de la région de Loja était dominée par le système social latifundiaire dont nous avons décrit les principales caractéristiques. Mais, à partir de 1950 et surtout de 1968, l'emprise foncière de l'oligarchie

(1) Ce qui signifie « Oui, je le jure ! », formule exigée des nouveaux adhérents pour s'assurer de leur fidélité.

(2) Le parti du Président Péron.

régresse au point de ne plus laisser que de rares témoignages du passé dans un petit nombre de lieux privilégiés, où la qualité des conditions agronomiques a incité les anciens *terratenientes* à conserver leurs droits. C'est le cas, par exemple, dans la fertile vallée de Malacatos-Vilcabamba, dans le canton Espindola, et dans certaines parties du canton Calvas, où l'on retrouve encore le très vieux schéma de la *hacienda* pôle de la vie sociale et politique de plusieurs villages.

Nous avons tenté, dans un autre travail (1) de faire l'inventaire des systèmes sociaux de production qui se sont mis en place sur les ruines de l'ancien système latifundiaire. Sans entrer dans les détails, il est possible d'en repérer au moins quatre, chacun d'entre eux s'organisant par un certain type de rapports de production et par une organisation sociale propre, s'exprimant notamment par un système de pouvoir déterminé et par un type de fonctionnement et d'articulation avec les systèmes voisins. Nous décrirons donc à très grands traits le système de la « hacienda traditionnelle adaptée », celui de la « grande exploitation très peu dépendante de son environnement social », les divers systèmes minifundistes et le système qui s'est mis en place dans la vallée de Catamayo autour d'une importante entreprise agro-industrielle.

(a) La *hacienda-traditionnelle adaptée* est l'héritière directe du système traditionnel. Au moment de l'application de la Réforme Agraire, la *hacienda* a considérablement réduit sa superficie en attribuant ou en vendant les parties les moins utiles de son exploitation à ses anciens *arrimados* ou à des paysans du voisinage. Elle a conservé, par contre les meilleurs terres, celles qui étaient irrigables et mécanisables. Elle n'emploie plus comme autrefois, directement ou indirectement, la quasi-totalité de la population rurale des alentours. Mais la main-d'œuvre, beaucoup moins nombreuse, qu'elle utilise encore provient de la zone. Il s'agit d'ailleurs souvent d'anciens *arrimados*, devenus salariés et dont les conditions ont en fait très peu varié. Des rapports de type paternaliste, dont l'origine est antérieure à 1965-1970, subsistent encore parfois, y compris avec des paysans qui ne travaillent plus sur l'exploitation, mais ces survivances vont disparaître avec les derniers représentants de patrons traditionnels. Lorsque la propriété a récemment changé de mains, et si le nouveau propriétaire n'appartient pas à la classe *terratiente* traditionnelle, on se rapproche très vite de la situation décrite dans le b).

Le propriétaire de la *hacienda* — traditionnelle — adaptée conserve d'importantes fonctions socio-

politiques. Il fait partie du *Municipio*, où il y dispose de prête-noms; au pire il joue un rôle dans les *Juntas parroquiales*. Son influence locale demeure certaine, et ses réseaux de clientèle peu changés, mais ils ne se renouvellent guère et les jeunes paysans de la zone n'y sont pas intégrés.

(b) La « grande exploitation » est presque toujours consacrée à l'élevage. Sa taille varie de 100 à 500 hectares, le plus souvent, quelquefois plus. Son propriétaire n'appartient pas à l'oligarchie. Il était autrefois commerçant-collecteur, ou petit propriétaire non exploitant, ou plus rarement, paysan enrichi. La crise de 1968 et des années suivantes lui a permis de décupler son emprise foncière, car il représentait la seule demande solvable face aux *terratenientes* qui souhaitaient se débarrasser au plus vite des graves problèmes sociaux, que l'on pouvait pressentir après le massacre de Santa Ana.

Ce nouveau type de propriétaire foncier maintient généralement des rapports extrêmement mauvais avec l'environnement humain de son exploitation. Pour prendre possession des terres qui venaient d'être acquises, il a souvent fallu en expulser les anciens *arrimados* qui, selon la loi de Réforme Agraire, auraient dû recevoir une partie au moins de l'exploitation. La brutalité de ces expulsions provoquées par ces « nouveaux riches » a souvent été plus grande que celle des propriétaires fonciers traditionnels qui savaient mitiger de paternalisme l'exercice de leur domination. Dans ces conditions, les nouveaux propriétaires recourent le moins possible à la main-d'œuvre locale. La pratique de l'élevage leur permet de procéder à une mise en valeur ostensible de leurs terres (condition nécessaire pour éviter l'invasion par des paysans sans terres) et de limiter leurs besoins en main-d'œuvre. Ils ne résident pas sur le lieu de l'exploitation, le plus souvent, et font venir, du lieu de leur résidence-bourg rural ou gros village — des *cuadrillas* (petites équipes) de travailleurs recrutés pour l'exécution d'une tâche précise et qui repartent leur travail terminé.

L'insertion socio-politique de ces « patrons » est donc nulle ou très faible sur le lieu de leur exploitation. Par contre, sur le lieu de leur résidence principale, leur statut de notable est renforcé par leur nouvelle puissance économique.

(c) Les systèmes minifundistes, ou de petite propriété, sont divers. Nous ne citons que pour mémoire le minifundio communautaire traditionnel que l'on trouve en pays Saraguro ou dans la région

(1) E. FAUROUX, « Diagnóstico ... », Documento A et D.

de Gualiel, au nord-ouest de Loja. Cette forme d'organisation sociale est liée aux ethnies indigènes. Elle est marquée par l'importance des rapports d'entraide dans le procès de travail, et par l'existence d'un pouvoir communautaire aux apparences démocratiques, mais dont la réalité est complexe. Ces groupes, en effet, ne sont pas à l'abri de la différenciation économique et souvent un petit nombre d'individus détient, de façon occulte, la réalité du pouvoir sur le groupe. Le facteur nouveau pour ce type d'organisation sociale consiste en l'apparition de projets fédéralistes, sur le modèle de la Fédération Shuar, visant à regrouper l'ensemble des communautés locales sous le contrôle d'un véritable pouvoir central ethnique.

Après 1968 apparaissent des communautés de bénéficiaires de la Réforme Agraire qui ont obtenu quelques parcelles arrachées à une hacienda du secteur et qui ne trouvent plus à s'employer sur place. De nouveaux villages se sont constitués en habitat dispersé et les exploitations qui, pour la plupart ne sont pas suffisantes, ont tenté de s'organiser sous la forme de coopératives, généralement à l'instigation d'agents extérieurs, l'IERAC (1) ou des syndicats de paysans. Les difficultés économiques sont souvent considérables, l'émigration — au moins temporaire — est nécessaire, et les coopératives ne tardent pas à sombrer ou à demeurer purement formelles, ne servant — dans le meilleur des cas — qu'à obtenir crédit auprès des banques. Un pouvoir local s'organise tant bien que mal autour d'assemblées paroissiales ou locales (*Juntas Pro Mejoras...*) au sein desquelles la décision appartient au très petit nombre de « petits riches », moins misérables que leurs compatriotes, usuriers, commerçants-collecteurs...

(d) La vallée de Catamayo, à une trentaine de kilomètres de Loja s'est spécialisée, depuis une trentaine d'années dans la production et la raffinerie industrielle de canne à sucre; une usine d'agglomérés de bois utilise même la bagasse et vend ses produits dans tout le pays. Gérée comme une entreprise capitaliste moderne de type familial, l'exploitation n'est propriétaire que d'un peu plus de 300 hectares, mais loue 700 hectares supplémentaires. Sur plus de 800 autres hectares, elle a établi des contrats avec les petits propriétaires pour leur apporter toute l'aide technique nécessaire, s'engageant à acheter leur production à un prix convenu d'avance.

Toute l'activité du gros bourg de Catamayo dépend donc des plantations de canne à sucre et de la raffinerie créant un modèle d'organisation sociale inconnu jusqu'alors dans la région, opposant le pouvoir économique d'un groupe familial qui a su asseoir sa position politique et sociale par de judicieuses alliances, à un contre-pouvoir de type syndical-ouvrier qui s'est fortement organisé au cours des dernières années, reproduisant des schémas de luttes sociales connus en Europe à la fin du XIX^e siècle. La population de minifundistes locaux, qui ne survit que grâce aux salaires reçus de l'entreprise, joue souvent un rôle ambigu, étroitement dépendante de ces salaires, pour une part, ce qui l'incite à un comportement de clientèle, prise dans les luttes sociales locales pour une autre part, ce qui l'incite à des relations de revendication agressive.

Malgré son aspect exagérément schématique, ce bref panorama montre que l'on assiste depuis une vingtaine d'années à une très nette fragmentation de l'espace social lojan, en différents systèmes sociaux de production qui fonctionnent de façon relativement autonome, générant leurs propres systèmes de pouvoir. Il serait très intéressant de tenter de cartographier la nouvelle distribution spatiale de ces systèmes pour en mesurer l'importance relative. Les remarquables cartes d'utilisation du sol de P. GONDARD (2) devraient permettre, au moins, d'esquisser ce travail.

L'apparition de pôles urbains secondaires

Plusieurs anciens petits bourgs ont pris, au cours des dernières années, une soudaine importance. Catamayo, Cariamanga et Macara avaient, en 1950, un peu plus de 3 000 habitants. En 1974, Catamayo en avait déjà 6 400, Cariamanga 6 700 et Macara plus de 8 000. Catacocha est passé de 2 700 à 3 700, Celica de 1 500 à 3 100. Tous ces petits centres exercent désormais de réelles fonctions polarisantes, ainsi que le souligne F. DUVERNEUIL dans un récent travail (3). « Ces chefs-lieux de canton sont situés dans des zones peuplées et sont donc des lieux de rencontre entre commerçants et paysans pour la vente des récoltes. Ce sont aussi des lieux d'approvisionnement en biens de consommation, car leur commerce est prospère et important. Aujourd'hui, ils sont aussi des centres d'éducation puisqu'on y trouve des collèges et même des annexes de

(1) Instituto Ecuatoriano de Reforma Agraria y de Colonización.

(2) Cf. P. GONDARD, « L'utilisation du sol et les paysages végétaux dans la province de Loja. Approche des systèmes de production agricole », in : *Cultura*, Quito, n° 15, août 1983.

(3) F. DUVERNEUIL, « La répartition de la population dans la province de Loja et son évolution de 1950 à 1974 », in : *Cultura*, op. cit.

l'Université de Loja. Ce sont des centres d'attraction, des pôles locaux de convergence des ruraux. L'autorité militaire leur accorde aussi une fonction de casernement de ses troupes... L'activité agro-pastorale de ces cantons a permis de créer toute une infra-structure de commerces et de services qui attire les populations... » Sans se substituer entièrement au rôle qu'exerçait autrefois Loja, les bourgs de Catamayo, Cariamanga, Marcara... ont acquis une réelle indépendance dans une partie de leur fonctionnement. Un processus analogue se produit sans doute, à un niveau inférieur, avec l'apparition de nouvelles paroisses et de nouveaux cantons ruraux. Il y avait 6 cantons et 32 paroisses en 1910. Il y a 12 cantons et 75 paroisses à l'heure actuelle. La plupart de ces nouveaux « chefs-lieux » n'exercent aucune polarisation réelle sur le monde rural qui les entoure. Mais leur indépendance exprime l'existence d'un noyau de pouvoir en cours de constitution ou déjà affirmé.

LES TENDANCES A LA POLARISATION : LES NOUVELLES FONCTIONS DE LA VILLE DE LOJA

La croissance spectaculaire de la ville de Loja a modifié profondément le rôle qu'elle jouait au sein de son espace régional. Dans la situation traditionnelle, Loja était surtout le centre politique de la région, le lieu où vivaient, se rencontraient, s'alliaient ou s'affrontaient toutes les personnes qui disposaient d'un pouvoir quelconque. C'était aussi un centre intellectuel assez prestigieux avec ses innombrables écoles, son grand collège secondaire, son Université, ses clubs littéraires, ses journaux, ses revues, ses érudits...

Mais elle n'était ni un centre économique de réelle importance, ni un véritable centre administratif, en l'absence d'un appareil d'État réellement organisé. Les *teratenientes* ne passaient pas par le marché local pour commercialiser leurs produits, et il n'y eut même pas, à Loja, de véritable marché hebdomadaire avant 1916 ou 1917.

Les fonctions économiques de la ville n'ont guère progressé. Le commerce local a certes pris de l'importance, mais il s'agit essentiellement d'approvisionner une population urbaine plus nombreuse. Loja joue un rôle très secondaire dans la commercialisation du café. Le blé se négocie aussi à Saraguro, Gonzanama et Vilcabamba, le maïs à Loja, mais aussi à Saraguro et Gonzanama. Quant au bétail, malgré la présence de CAFRILOSA (abattoir industriel) le marché de Loja n'a guère plus d'importance que plusieurs autres marchés de la province. La réputation (mauvaise) acquise par Loja à propos du trafic de pâte de cocaïne est largement usurpée. La drogue transite bien, en effet, par la région, mais la ville

ne constitue pas une étape particulière. Par contre, il est vrai, beaucoup de sommes acquises illicitement se « blanchissent » à Loja sous la forme de maisons de rapport, de petits commerces...

L'activité industrielle de Loja est encore excessivement modeste et n'emploie que quelques dizaines de salariés.

Par contre, Loja est réellement devenue une importante capitale administrative au rayonnement incontesté sur l'ensemble de la province. Elle est aussi redevenue une véritable capitale politique régionale, centre nerveux de la domination, sur toute la province d'un Parti Conservateur qui a su renaître de ses cendres et donner une physionomie très particulière au panorama politique de la province.

Loja comme capitale administrative

Au cours du xx^e siècle, Loja a été l'enjeu d'une lutte très particulière qui a opposé le pouvoir local, désireux, avant tout de limiter les ingérences externes, au pouvoir central qui tentait et tente encore, avec obstination, d'améliorer les conditions de son contrôle de l'espace régional.

Le nouveau pouvoir local n'est plus seulement celui de l'oligarchie. Cette dernière, en perdant son statut foncier, a perdu aussi les structures qui assuraient la reproduction de son pouvoir. Elle dispose cependant encore d'atouts essentiels. Une réelle puissance économique, tout d'abord, qui s'exprime notamment dans le contrôle de l'activité bancaire locale et dans le contrôle de l'activité industrielle naissante, grâce à la possession majoritaire d'actions dans la plupart des nouveaux établissements industriels. Ensuite — et surtout — ses grands alliés lui sont demeurés fidèles. L'Église et le Parti Conservateur ont élaboré à Loja des stratégies de collaboration originales (cf. paragraphe suivant p. 87) et la domination politique exercée sur la province par ces deux puissances locales permet à l'oligarchie de conserver des alliés dans la plupart des postes-clés.

Le pouvoir local est donc aux mains de l'Église, du Parti Conservateur, de l'ancienne oligarchie et de diverses notabilités issues du haut des classes moyennes et qui ont retiré d'importants avantages en s'associant à la dynamique locale du pouvoir conservateur.

Bien après la fin de l'épopée libérale, le pouvoir central a continué à tenter de contrôler réellement la région à travers un appareil local d'État aux effectifs toujours plus pléthoriques. Face à cet objectif simple, le pouvoir local a dans l'ensemble réagi avec beaucoup d'habileté.

Il y a d'abord eu un noyautage systématique des institutions locales par des agents plus ou moins

directs du pouvoir local. Il pouvait être particulièrement instructif, il y a quelques années, d'établir les liens généalogiques unissant la plupart du haut personnel administratif lojan aux grandes familles de l'oligarchie. La connaissance des réseaux de clientèle, plus difficile à faire apparaître, aurait souligné l'existence d'une main-mise à peu près totale de l'ancienne oligarchie sur les structures administratives de la province. Ce phénomène était d'ailleurs bien connu et aucun lojan n'en ignorait la réalité. L'actuel parti au pouvoir, la Démocratie Populaire, semble avoir entrepris un effort délibéré pour casser cette situation et la remplacer par un noyautage de type politique qui permettrait enfin, à l'appareil d'État local, de répondre sans biais aux injonctions venues de Quito et de faire passer au second plan les intérêts de l'ancienne oligarchie.

Il y a eu ensuite une utilisation habile des sentiments de patriotisme régionaliste qui permirent souvent de faire l'union sacrée de toutes les forces vives de la nation — y compris celles qui s'affirmaient comme anti-oligarchiques — contre le pouvoir central, présenté comme l'agent d'un colonialisme interne, déshonorant pour la province. C'est ainsi que de nombreuses « grèves » provinciales réunirent dans une presque parfaite unanimité la quasi-totalité des lojans en novembre 1957, juin 1969, mars-avril 1970 — pour ne citer que les plus importantes. L'ensemble des activités de la ville et de la province se trouvaient alors bloquées pendant plusieurs jours, les routes barrées, afin d'obtenir une meilleure répartition des fonds publics en faveur de la province. L'enjeu réel de ces « grèves » est le maintien de l'unité idéologique de la population locale, autour de l'idée que tout ce qui vient de l'extérieur et, plus particulièrement, du pouvoir central, est mauvais, et qu'il conviendrait de laisser aux lojans eux-mêmes, c'est-à-dire à l'oligarchie et à ses alliés, le soin de gérer les affaires de la ville et de la province.

Loja comme fief du Parti Conservateur

Au cours du xx^e siècle, la région de Loja s'est constituée en bastion particulièrement solide du Parti Conservateur, alors que les classes sociales, que ce parti représente en principe, ont perdu une bonne part de leur importance socio-économique. Ce phénomène est très structurant sur le plan spatial, car il s'exerce avec force à l'intérieur des limites de la seule province de Loja.

Le parti Conservateur avait été long à s'organiser dans la région de Loja. La puissance des conservateurs y était telle, en effet, avant la révolution

libérale, qu'il n'était nullement nécessaire de recourir à l'appareil d'un parti pour l'affirmer et la défendre. C'est la violence initiale des attaques libérales contre les institutions *gamonales* qui conduisit à la constitution d'un parti afin d'envisager les mesures propres à combattre l'action des libéraux, en s'appuyant dans cette lutte sur les structures conservatrices nationales.

Le débat Conservateur/Libéral apparut rapidement désuet, malgré sa virulence verbale et son aspect irréductible, à toutes les forces montantes issues des classes moyennes. Celles-ci ne se sentaient représentées par aucun des deux vieux partis et il devint de plus en plus clair que le déblocage du système socio-politique devait passer par des actions plus radicales de type révolutionnaire. Devant la montée de ces partis qui ne jouaient plus le jeu traditionnel, Conservateurs et Libéraux jugèrent opportun d'oublier leurs divergences et, dès la fin des années 20, présentèrent un front unique, sorte d'union sacrée s'opposant à une remise en cause trop radicale de la société. L'ambiguïté de cette union, le vide doctrinal qui la caractérisait, l'inactualité des préoccupations exprimées conduisirent les deux partis à un long déclin dans toute la province.

Les forces les plus toniques, avant les années 1950, émanaient des couches les plus défavorisées et préfiguraient les mouvements populistes du début des années 60. Elles se focalisaient alors autour de la personnalité de José Maria Velasco Ibarra. En 1956, au terme du 3^e mandat présidentiel du Dr Velasco, le conservateur Camilo Ponce se présenta aux élections présidentielles. Il avait de solides partisans dans la province de Loja. Un prêtre de Catacocha, le Dr Guillermo Armijos V., responsable de l'enseignement religieux dans le Diocèse, se chargea d'animer la campagne électorale de C. Ponce. Il le fit avec une telle efficacité que C. Ponce remporta dans la province un véritable triomphe qui lui permit, au niveau national, de remporter une courte victoire. Ce remarquable succès devait valoir au Dr G. Armijos un considérable prestige au sein du Parti Conservateur. Il sut admirablement utiliser cet avantage : le Parti au pouvoir ne pouvant rien lui refuser, il put créer un dense réseau de clientèle en rendant d'innombrables services de tous ordres à toutes sortes de personnes. Il sut aussi se rendre de plus en plus indispensable au Parti. D'abord à cause de ses qualités personnelles et de ses conseils éclairés. Ensuite, grâce à sa capacité de mobiliser l'ensemble de l'appareil ecclésiastique provincial en faveur du Parti, lorsque cela était nécessaire, en période électorale par exemple.

Le système fut perfectionné. Le Dr Armijos put faire placer à des postes de haute responsabilité

des amis très sûrs et des parents. Son frère fut successivement Contrôleur Général de la Nation à partir de 1962 — ce poste avait une importance stratégique essentielle — puis numéro un national du Parti Conservateur; deux de ses neveux furent députés de ce parti. Il devenait ainsi possible de reproduire et d'élargir encore les mécanismes de constitution d'une clientèle locale en augmentant le nombre des obligés. Ce bloc sans faille valut de spectaculaires succès locaux au Parti Conservateur, pour des élections à portée locale (*Municipios* de Loja ou de Catacocha), ou à portée nationale (la province de Loja fut la seule à voir triompher le candidat conservateur lors des élections de 1979 qui portèrent au pouvoir le Président J. Roldos.

Les adversaires des Conservateurs ont très péjorativement qualifié ce système de « caciquisme armijiste ». Il a permis à la province de Loja de conserver une image socio-politique très particulière contrastant fortement avec les caractéristiques des provinces voisines.

On peut étudier l'espace régional lojan au XIX^e siècle comme une entité autonome. Il constituait, en effet, un espace presque clos, seulement relié à l'extérieur par un petit nombre de flux, matériels (commerce avec le nord-Pérou) ou idéologiques (par exemple, l'influence des idées « nouvelles » venues de Quito). Ce n'est évidemment plus possible à l'heure actuelle. L'espace de Loja est désormais intégré à l'espace national, même si son relatif isolement demeure réel, même si Loja conserve certaines particularités directement héritées du passé, comme cette survivance du binôme Église — Parti Conservateur que l'on ne retrouve probablement pas avec autant de netteté ailleurs en Équateur. Comprendre l'espace socio-politique lojan impose aujourd'hui de faire référence à d'autres espaces.

La région de Cuenca, par exemple, a exercé et exerce encore une influence significative sur Loja. La structure socio-politique de Cuenca n'est pas sans rappeler fortement celle de Loja. A Cuenca aussi, une oligarchie foncière autrefois toute puissante (1) a su se transformer et se reconverter lorsque la terre n'a plus permis, à elle seule, de soutenir

des stratégies de domination. L'oligarchie de Cuenca a toujours eu la tentation de voir en Loja un terrain privilégié pour accroître son pouvoir. Des alliances matrimoniales permirent à des familles de Cuenca d'accéder à la propriété de latifundios lojans, alors que la réciprocité paraît beaucoup plus rare; la Banque de l'Azuay, fondée sur des capitaux fonciers de Cuenca, fut la première Banque à fonctionner véritablement dans la province de Loja et elle joue, aujourd'hui encore un rôle important dans l'économie locale. Des stratégies plus subtiles de domination régionale paraissent s'être articulées autour du projet de « région Australe » dont Cuenca aurait été la capitale naturelle (2). La réelle ressemblance des structures socio-politiques et économiques des régions de Cuenca et de Loja aurait sans doute permis qu'un tel projet ne fût pas entièrement utopique. Il se heurta toujours, cependant à une véhémence d'opposition de la presse et de l'opinion publique lojane.

Le projet d'une grande région Australe a d'ailleurs été repris au profit de Loja. Sa dernière expression — la plus engagée dans les faits, aussi —, s'incarne dans la politique régionale définie par l'actuelle direction de PREDESUR. Le « Programme Régional pour le Développement du Sud de l'Équateur » est un organisme public de développement qui vise à concentrer et à coordonner les efforts des diverses entités étatiques qui travaillent dans les provinces de l'extrême sud équatorien : Loja, El Oro et Zamora Chinchipe). PREDESUR est devenu, surtout avec sa nouvelle direction, un outil essentiel pour la structuration d'une grande région économique englobant ces trois provinces et dont Loja serait le centre nerveux. Dans cette perspective, l'organisme s'est décentralisé à Loja — non sans de très vives résistances — et développe une stratégie consciente pour arracher à ce qui reste de l'oligarchie locale le contrôle de la province de Loja et du futur ensemble régional.

*Manuscrit reçu au Service des Éditions de l'O.R.S.T.O.M.
le 24 février 1984*

(1) Cf. notamment L. BROWNRIGG, « The Nobles of Cuenca : The Regional Agrarian Elite of Southern Ecuador », Ph. D., Columbia Univ., 1972, 582 p.

(2) Cf. sur ce thème : A. CARRASCO, G. CORDERO, « Testimonio de la transición de una sociedad patriarcal a la sociedad burguesa en Cuenca : « La Escoba » in IDIS, Cuenca, III Encuentro de Historia y Realidad Económica Social del Ecuador, 24-28 nov. 1980, p. 30 et s.